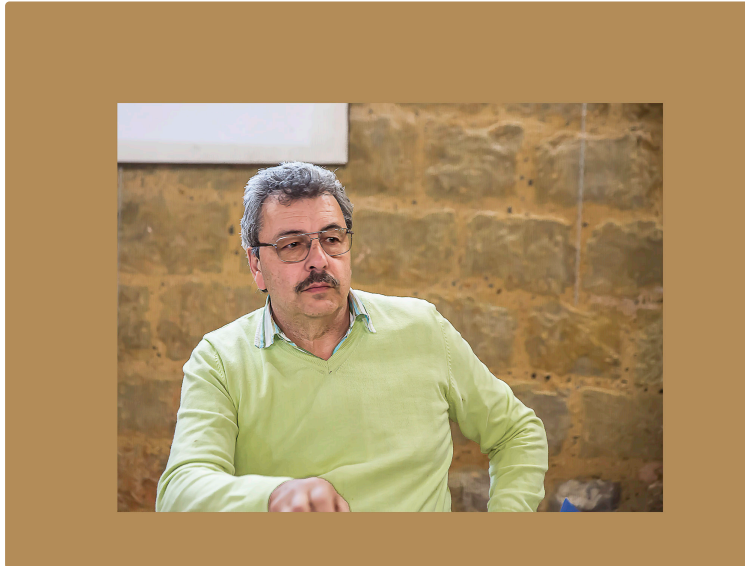


Fermeture de 3 écoles : à Termes-d'Armagnac, Cahuzac-sur-Adour et au Parré,

Les 3 écoles vont fermer



Fermeture de 3 écoles : à Termes-d'Armagnac, Cahuzac-sur-Adour et au Parré,

Réuni le 25 janvier 2017, le conseil de la Communauté de communes Armagnac-Adour (CCAA) a entendu son président Michel Petit lui confirmer ce que tout le monde craignait : à la rentrée 2017, les trois écoles de Termes-d'Armagnac, Cahuzac-sur-Adour et La Parré (Margouët-Meymes) seront fermées.

Pour l'observateur, on parle officiellement de ruralité, mais il n'y a apparemment pas de réponse spécifique et efficace à la désertification scolaire des campagnes. Pas plus, malgré quelques tentatives, que pour la désertification médicale, qui est liée. Quand cessera-t-on d'appliquer aux territoires ruraux les schémas des territoires urbains, à peine bonifiés ?

Au ras des pâquerettes, c'est important...

Le prix du repas à la cantine passe de 2,95 euros à 3,10.

Béatrice Pujau (secrétaire à la CCAA) est nommée régisseur principal du transport à la demande. Sont nommés sous-régisseurs : Véronique Duprat et Gil Rébeillé de l'entreprise de transport Rébeillé (Adour Tourisme – Riscle). Ils sont habilités à vendre les tickets de transport.

Le conseil d'effacer une dette de 2 705,5 euros auprès du multi-accueil, de la cantine et des accueils de loisirs. Ce montant cumulé pendant plusieurs années est dû par une seule personne. Il est convenu d'étudier la modification des règlements des services concernés pour limiter à l'avenir l'endettement possible.

Extension des pouvoirs de la Safer

Michel Petit informe le conseil sur les pouvoirs de l'Établissement public foncier Languedoc Roussillon, qui travaille avec les Safer des départements et a pour mission d'acquérir du foncier pour permettre la réalisation de projets des collectivités et lutter contre l'étalement urbain, pour la préservation de la biodiversité et des terres agricoles etc. Il peut créer des voies, aménager de grands espaces et acquérir du foncier à la place d'une collectivité qui rembourse par la suite. À noter que la Laaf (loi sur l'avenir de l'agriculture française du 12 octobre 2014) a notamment augmenté les pouvoirs des Safer.



Michel Petit et Roland Daste (responsable voirie et bâtiment) -
Photo Christine Leducq